

Les crises de la dette extérieure de l'Amérique latine au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e (*)

Eric Toussaint (**)

Depuis leur indépendance dans les années 1820, les pays d'Amérique latine ont connu quatre crises de la dette.

Il y a un lien entre l'éclatement et le développement de ces quatre crises et les ondes longues du capitalisme. Les ondes longues du développement capitaliste depuis le début du XIX^e siècle ont été analysées par plusieurs auteurs, parmi lesquels Ernest Mandel qui a fourni un apport substantiel, notamment au niveau de l'incidence du facteur politique sur le déroulement et le dénouement des ondes longues, apport qui reste à compléter (Mandel, 1971, et surtout 1978).

En effet, il y a un lien :

- entre la première crise moderne de surproduction de marchandises (1826) qui ouvre la voie à une onde longue d'expansion lente (1826-1847) et la première crise de la dette de l'Amérique latine (qui débute au cours de la décennie 1820);
- entre la longue dépression des économies industrialisées de 1873 à 1893 et la crise de la dette de l'Amérique latine de la décennie 1870;
- entre la dépression des années 1930 de l'économie mondiale et la crise de la dette de l'Amérique latine qui éclate au même moment mais qui débouche sur un autre scénario. En effet, à la suite notamment de la décision de non-paiement de la dette par quatorze pays du continent, cette crise de la dette débouche sur une expansion de ceux-ci en contradiction avec la crise des pays du Centre;
- entre l'onde longue d'expansion lente qui débute en 1973-1974 et la crise actuelle de la dette d'Amérique latine (et plus largement du Tiers Monde).

En deux siècles, les économies d'Amérique latine ont donc été frappées par quatre crises de la dette. La première s'est déclarée en 1826 et s'est prolongée jusqu'à la moitié du XIX^e siècle. La seconde a débuté en 1876 et s'est terminée dans les premières années du XX^e siècle. La troisième a commencé en 1931 et s'est achevée à la fin des années 1940. La quatrième a éclaté en 1982 et est toujours en cours.

Les origines de ces crises et les moments où elles éclatent sont intimement liés au rythme de l'économie mondiale et principalement, des pays les plus industrialisés. Chaque crise de la dette a été précédée d'une phase de surchauffe de l'économie des pays les plus industrialisés du Centre au cours de laquelle il y a eu surabondance de capitaux dont une partie a été recyclée vers les économies de la Périphérie. Les phases préparatoires à l'éclatement de la crise, pendant lesquelles la dette augmente fortement, correspondent chaque fois à la fin d'un cycle long expansif des pays les plus industrialisés. La crise est généralement provoquée par une récession ou un krach frappant la ou les principales économies industrialisées. La première crise de 1826 a été provoquée par le krach financier de la Bourse de Londres en décembre 1825. La deuxième crise éclate en 1873 suite à un krach boursier à Vienne suivi d'un autre à New York. La troisième crise de 1931 se situe dans l'onde de choc de la crise de Wall Street en 1929. La quatrième crise en 1982 a été provoquée par l'effet combiné de la deuxième récession économique mondiale (1980-1982) d'après guerre et de la hausse des taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale des Etats-Unis en 1979. Ces quatre crises ont duré de 15 à 30 ans. Elles ont concerné l'ensemble des Etats indépendants de l'Amérique latine et des Caraïbes quasiment sans exception.

Au cours de ces crises, les suspensions de paiement ont été fréquentes. Entre 1826 et 1850, lors de la première crise, presque tous les pays ont suspendu leur paiement. En

1876, onze pays d'Amérique latine étaient en cessation de paiement. Dans les années 1930, onze pays du continent ont décrété un moratoire. Entre 1982 et 2002, le Mexique, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, le Brésil, l'Argentine, Cuba ont suspendu le remboursement à un moment ou à un autre, pour une période de plusieurs mois. La suspension est un acte qui permet aux pays débiteurs de réunir les conditions favorables à la reprise ultérieure des paiements après avoir renégocié avec leurs créanciers.

Dans la suite de cette contribution, je m'attacherai aux deux grandes crises qui ont éclaté au XXe siècle.

La crise de la dette en Amérique latine et dans la Caraïbe dans la première moitié du XXe siècle

Le Mexique 1914-1942 ou comment une l'attitude ferme d'un pays endetté peut-être payante

En 1914, en pleine révolution, notamment sous la conduite d'Emiliano Zapata et de Pancho Villa, le Mexique a suspendu totalement le paiement de sa dette extérieure. Il était le principal pays endetté du continent à l'égard de son voisin du Nord. Entre 1914 et 1942, le Mexique n'a remboursé que des sommes tout à fait symboliques avec pour seule fin de calmer le jeu. De longues négociations entre le Mexique et un consortium de créanciers dirigé par un des directeurs de la banque états-unienne, JP Morgan, ont été menées entre 1922 et 1942 (vingt ans !). Entre temps, en 1938, le Mexique, sous le président Cardenas, avait nationalisé sans indemnisation l'industrie pétrolière qui était aux mains des entreprises nord-américaines. Cette mesure bénéfique pour la population mexicaine avait évidemment soulevé les protestations des créanciers. Au bout du compte, la ténacité du Mexique a payé : en 1942, les créanciers renoncèrent à plus de 90% de la valeur de leurs créances et acceptèrent des indemnités légères pour les entreprises qui leur avaient été soustraites¹.

La crise de la dette de l'Amérique latine dans les années 1930

La crise de la dette des années 1930 qui a éclaté en 1931 est précédée d'une période au cours de laquelle les Etats-Unis renforcent de manière très importante leur présence économique et financière en particulier en Amérique centrale, dans la Caraïbe et dans plusieurs pays andins. Jusque là, les financiers européens dominaient. Les Etats-Unis qui, depuis 1898, exerçaient un protectorat de fait sur Cuba et Puerto Rico, sont de plus intervenus directement sur le plan militaire au Panama, à Saint Domingue, en Haïti et au Nicaragua. Par ailleurs, au cours des années 1920, les autorités nord-américaines ont administré elles-mêmes les douanes et, dans certains cas, l'administration des impôts dans sept pays : Haïti, Pérou, Saint Domingue, Nicaragua, Bolivie, Equateur et Honduras. La décennie des années 1920 a vu les autorités latino-américaines procéder à de nombreux emprunts qui étaient régulièrement remboursés.

Entendu par une commission du Congrès des Etats-Unis qui siégea dans les années 1930, M. Dennis, employé par la société financière Seligman Brothers de New York, expose sous un éclairage très intéressant les flux financiers entre l'Europe, l'Amérique latine et les Etats-Unis :

" Après la guerre (de 1914-1918, NDLR), l'Angleterre, la France et d'autres pays européens devaient payer de très volumineuses quantités de produits importés des Etats-Unis. Où pouvaient-ils trouver les dollars dont ils avaient besoin ? Ils les obtinrent principalement en Amérique latine et dans d'autres contrées où ils avaient investi des capitaux. Ils utilisaient les bénéfices qu'ils rapatriaient de

¹ Pour une analyse détaillée, lire Carlos Marichal, *A century of Debt Crises in Latin America, 1820-1930*, Princeton University Press, 1989; du même auteur, *La deuda externa: el manejo coactivo en la política financiera mexicana*, 1885 – 1995, mimeo, 1999

l'étranger pour payer aux Etats-Unis les produits qu'ils en importaient en grande quantité. De même, ils utilisaient ces bénéficiaires rapatriés pour payer leurs dettes de guerre (voir fin de ce chapitre, NDLR). Nous autres (=les sociétés financières des Etats-Unis), nous prêtions à l'Amérique latine ce qui permettait aux Européens de se procurer les dollars dont ils avaient besoin pour nous rembourser. C'était un mouvement triangulaire ". (cité par Marichal, 1989, p. 189).

En 1931, la crise éclate après une décennie d'importants flux de prêts étrangers vers l'Amérique latine, provenant principalement des Etats-Unis. Ceux-ci se sont substitués à la Grande-Bretagne après la première guerre mondiale comme principal exportateur de capitaux vers ce continent. La Grande-Bretagne a maintenu une présence importante dans l'endettement de certains pays, tels l'Argentine et le Brésil, mais les Etats-Unis ont dominé dans le reste du continent. L'Allemagne qui, avec la Grande-Bretagne, avait représenté le principal créancier en Amérique latine jusqu'au début du XX^e siècle, s'est trouvée dans une situation financière plus difficile à cause des réparations de guerre qu'elle dut assumer après la première guerre mondiale.

La dette de l'Amérique latine était constituée de titres et de bons émis sur les marchés financiers des métropoles capitalistes (comme dans les années 1990, et à la différence des années 1970 et 1980 où la dette était principalement constituée par des prêts bancaires). Plusieurs facteurs expliquent la croissance de l'offre de prêts en provenance d'Europe et des Etats-Unis après la première guerre mondiale : la confiance dont bénéficiaient les classes dominantes latino-américaines inspirées par une philosophie positiviste de progrès; les espoirs mis dans un développement du continent; la mise en exploitation de grandes quantités de terres pour l'exportation principalement de produits alimentaires; le développement d'une infrastructure significative au niveau des ports, des lignes de chemin de fer, de production d'énergie électrique; les progrès des transports intercontinentaux permettant une meilleure intégration au marché mondial. Dans les trois principales économies du continent - Brésil, Argentine, Mexique -, l'investissement a présenté un grand dynamisme dans la décennie 1920, financé qu'il était par des émissions de titres bien cotés aux Etats-Unis et en Europe. Ces pays accumulèrent d'énormes dettes mais tous, qu'ils soient créanciers, débiteurs ou opérateurs sur les marchés financiers, étaient persuadés que les exportations croîtraient de manière permanente, ce qui devait permettre à la fois le paiement du service de la dette et une croissance soutenue. C'est le même raisonnement qui a prévalu dans les années 1970.

Notons qu'en 1914, la moitié des exportations de biens industriels allait des centres impérialistes vers les pays producteurs et exportateurs d'aliments et de matières premières. La situation a fondamentalement changé au moins à partir des années 1970. A la fin du XX^e siècle, la majeure partie des exportations des pays impérialistes est réalisée entre eux.

Dans les années 1920, la moitié des exportations de la Périphérie allait seulement vers quatre pays du Centre : Grande-Bretagne, Allemagne, France et Belgique. La proportion passe à 70% si on y ajoute l'Italie, le Japon, les Etats-Unis.

En 1928, les flux se réduisent substantiellement devant la saturation des marchés financiers par les titres latino-américains. Juste après le krach boursier de 1929, les émissions de ces titres prirent fin. Le tarissement des flux plaça les pays de ce continent dans l'incapacité de faire face à leurs obligations de remboursement.

Le non-paiement de leur dette extérieure par quatorze Etats latino-américains

Dès le 1^{er} janvier 1931, le gouvernement bolivien annonça qu'il cesserait de payer sa dette. Il fut suivi par une série d'autres pays (Marichal, 1989 ; Vilas, 1993; Ugarteche, 1997, p. 117). En 1932, douze pays avaient suspendu totalement ou partiellement le paiement de leurs dettes; en 1935, ils étaient quatorze.

La décision de ne pas payer s'est basée notamment sur la chute des prix des produits exportés (Fishlow, 1986) et sur l'arrêt des flux provenant des pays impérialistes, comme on vient de le voir.

Le contraste avec la situation qui allait se présenter cinquante ans plus tard est frappant : un tiers des pays latino-américains ont stoppé de manière unilatérale le paiement de leurs dettes dans les années 1930. La décision de mettre fin au paiement de la dette extérieure a été bénéfique. La plupart des pays qui mirent fin au paiement de leurs dettes ont connu une réactivation économique dans les années 1930 malgré l'arrêt des prêts extérieurs. Le rétablissement du système de commerce multilatéral après la seconde guerre mondiale ne déboucha pas sur la réactivation des marchés de capitaux privés pour l'endettement des pays latino-américains. A Bretton Woods, en 1944, furent mis en place des canaux alternatifs : crédits et prêts gouvernementaux (multilatéraux aussi) se substituèrent aux marchés financiers. Et ce n'est que vingt ans plus tard, dans les années 1960, que les banques privées du Centre prirent part activement aux prêts.

Les pays latino-américains prirent leur distance pour une période avec le système financier international parce qu'ils étaient convaincus qu'il y avait peu de chances que puisse redémarrer un flux financier en leur faveur, y compris pour ceux qui n'avaient pas répudié leurs dettes. Les difficultés financières internes aux Etats-Unis renforçaient cette conviction. La guerre qui éclata plus tard entre les principaux pays impérialistes (1940-1945) changea les priorités de ceux-ci. Les principaux créanciers (Grande-Bretagne et Etats-Unis) n'eurent pas la volonté de créer un cartel pour recouvrer leurs dettes.

Bien que certains pays qui avaient dénoncé leurs dettes auraient pu maintenir leurs paiements, ils ont considéré que le coût social intérieur aurait été très grave. La suspension des paiements permit aux pays qui prirent cette décision de garder d'importantes ressources financières afin de mettre en pratique des politiques expansives. S'ils avaient au contraire décidé de maintenir les remboursements, ils n'auraient certainement pas pu instaurer des politiques de contrôle de change et n'auraient pas été en mesure d'imposer des barrières protectionnistes à l'égard de certains produits du Nord. Ces mesures permirent un développement réel par la réalisation d'un processus d'"industrialisation par substitution d'importation". Les pays produisirent sur place une grande partie des produits qu'ils importaient antérieurement du Nord.

S'ils n'avaient pas cessé le paiement de la dette extérieure, ils n'auraient pas pu mettre en œuvre avec la même ampleur les grands programmes de travaux publics, deuxième instrument fondamental de la réactivation économique. Il est intéressant de signaler que ces décisions furent prises par des régimes de caractères fort différents. Comme le fait remarquer Carlos Vilas, il ne faudrait pas pour autant présenter ces décisions convergentes comme faisant partie d'une stratégie préconçue. Ce n'est que plus tard, notamment avec la mise en place de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, que les politiques d'industrialisation par substitutions d'importation (ISI) firent partie d'une vision stratégique (abandon du schéma de l'industrialisation tirée par les exportations au profit de l'ISI) (Vilas, 1993, p. 11).

Refus de payer la dette et décollage économique

Il convient de se poser la question suivante : dans quelle mesure le succès de la relance économique est-il dû à la répudiation de la dette ?

Une étude de David Félix (Félix, 1987) compare l'évolution suivie entre 1929 et 1939 par cinq pays qui ont répudié complètement leurs dettes (Brésil, Colombie, Chili, Mexique et Pérou) à celle de l'Argentine, qui procéda seulement à une annulation partielle. Cette étude indique que l'arrêt total du remboursement de leurs dettes a permis aux cinq pays de réaliser des performances économiques meilleures que l'Argentine.

Que l'annulation de la dette ait été totale ou partielle, elle permit de toute façon la relance de la production des pays concernés.

Le taux de croissance du produit national brut du Brésil, de la Colombie et du Mexique entre 1929 et 1939 fut supérieur à celui des Etats-Unis, de la France et du Canada. Après 1932, le taux de croissance de la production industrielle du Mexique, de la Colombie et du Chili dépassa celui de l'Argentine.

A la fin de la seconde guerre mondiale, les pays qui avaient arrêté le paiement de leur dette extérieure entrèrent en négociation avec les pays impérialistes et obtinrent de substantielles réductions de celle-ci ainsi que des facilités de paiement.

En ce qui concerne l'Argentine, son attitude ne fut pas récompensée par les pays impérialistes. Au Nord, le principal partenaire économique de l'Argentine était la Grande-Bretagne. Celle-ci s'était endettée auprès de l'Argentine car elle importait des produits argentins essentiels pour soutenir son effort de guerre (Vilas, 1993, p. 11). Après la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne, avec le soutien des Etats-Unis, appliqua à l'égard de son créancier, l'Etat argentin, des mesures qui lui permirent de ne payer qu'une partie marginale de sa dette (voir le détail in Olmos, 1990, p. 42-45).

Attitude des Etats-Unis et des créanciers européens face à la suspension de paiement de la dette

Les Etats-Unis et les créanciers européens tolérèrent la décision unilatérale de la part de ces quatorze pays d'Amérique latine de ne pas payer leur dette extérieure. Il faut dire qu'à partir de 1934, plusieurs gouvernements européens mirent fin au remboursement de la dette qu'ils avaient eux-mêmes contractée à l'égard des Etats-Unis au cours de la première guerre mondiale.

La crise initiée en 1929 avait été d'une telle ampleur qu'elle avait progressivement étranglé les trésoreries publiques des pays européens. Cela avait commencé par l'Allemagne. Celle-ci avait été soumise dans le cadre du Traité de Versailles à des conditions draconiennes par les vainqueurs. Les sommes qu'elle était condamnée à payer sous forme de réparation aux vainqueurs étaient énormes. Prise à la gorge par les effets de la crise de 1929, l'Allemagne demanda que sa dette soit renégociée. Une conférence internationale se réunit à Lausanne en 1932 (c'est à cette occasion que fut créée la Banque des règlements internationaux) et décida de réduire de manière drastique le montant à payer par l'Allemagne à ses créanciers européens. De 31 milliards de dollars, le montant à payer fut réduit à 1 milliard de dollars. Les créanciers prirent cette décision afin de tenter d'éviter la multiplication des faillites des banques allemandes (et autrichiennes) dont l'onde de choc menaçait l'ensemble du système financier des autres pays les plus industrialisés. La situation économique ne s'améliora pas et les pays européens vainqueurs de la première guerre mondiale, eux aussi en difficulté, suspendirent leur paiement à l'égard des Etats-Unis qui étaient pourtant leurs alliés (leurs dettes de guerre à l'égard de ceux-ci s'élevaient à 10 milliards de dollars). Les tensions montèrent entre alliés européens et nord-américains et le 4 juin 1934, la Grande-Bretagne, très vite suivie par la France, la Belgique et l'Italie, annonça qu'elle suspendait tous les remboursements futurs à l'égard des Etats-Unis. C'est dans ce contexte international particulier que fut prise la décision de non-remboursement par 14 gouvernements latino-américains. Certes les gouvernements d'Amérique latine qui avaient suspendu leurs remboursements à partir de 1931 tant à l'égard des créanciers nord-américains qu'européens n'avaient pas attendu que les Européens suspendent les paiements à l'égard des Etats-Unis. Mais leur tâche fut facilitée par les divisions internes dans le camp des Etats créanciers du Nord.

Le déroulement de la crise de la dette des années 1930 contraste de manière évidente avec la gestion de la crise de la dette des années 1980. Le gouvernement des Etats-Unis décida d'empêcher à tout prix la répétition de l'expérience des années 1930. L'administration Reagan, appuyée par les autres membres du G7, intervint de manière offensive en multipliant les initiatives à la suite de la crise mexicaine de 1982. Les dirigeants des Etats-Unis lancèrent successivement les plans Baker et Brady. Ils avaient tiré la conclusion que leur attitude des années 1930 avait permis à plusieurs pays appartenant traditionnellement à leur aire d'influence de s'assurer une certaine autonomie économique. Cette fois-ci, les Etats-Unis refusèrent des périodes prolongées de suspension de paiement et traitèrent au cas par cas avec les pays débiteurs. Les gouvernements des pays endettés furent incapables de faire front malgré les appels dans ce sens lancés en 1985 par le gouvernement de Cuba. En adoptant une attitude de subordonné discipliné (ce fut le cas par exemple des gouvernements mexicain et argentin) ou de résistants inconséquents (ce fut le cas des gouvernements brésilien et péruvien), ils contribuèrent au renforcement du *leadership* des Etats-Unis et furent

responsables d'un transfert massif de richesses du Sud du Continent vers le Nord. Au passage, ils prélevaient (et prélèvent encore) une part non négligeable.

1982-... : la quatrième crise de la dette latino-américaine

A la différence de la crise des années 1930, les gouvernants d'Amérique latine se sont résignés après la crise mexicaine de 1982 à négocier séparément, sous le patronage des Etats-Unis, avec leurs créanciers étrangers privés (qui détenaient l'essentiel de la dette extérieure). La raison principale invoquée par les gouvernements latino-américains : il fallait empêcher que les lignes de crédit extérieur se ferment les unes après les autres. Leur attitude a entraîné une énorme sortie de richesses au profit des créanciers privés sans pour autant empêcher que les robinets des banques étrangères ne se ferment. La Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) estime que le transfert net (voir lexique) de capitaux d'Amérique latine vers le Nord a atteint entre 1983 et 1991 plus de 200 milliards de dollars. Les pays d'Amérique latine ont donc transféré aux créanciers du Nord des sommes colossales. Entre 1982 et 2000, l'Amérique latine a remboursé en service de la dette 1 452 000 millions de dollars soit plus de quatre fois le stock total de sa dette qui s'élevait à 333 200 millions de dollars en 1982. De ce fait, l'endettement a poursuivi sa croissance comme le montre le tableau suivant.

Années	Evolution de la dette extérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes (en millions de dollars)						
	1970	1980	1990	1996	1999	2001	2002
total Am. Lat. + Caraïbe	32 561	257 374	475 374	670 868	794 836	764 880	789 398
<i>Principaux pays endettés</i>							
Brésil	5 734	71 527	119 964	181 322	243 711	226 362	
Mexique	6 969	57 378	104 442	157 498	167 250	158 290	
Argentine	5 810	27 157	62 233	111 378	145 294	136 709	
Venezuela	1 422	29 356	33 171	34 490	37 261	34 660	
Pérou	3 211	9 386	20 064	28 981	29 210	27 512	
Colombie	2 236	6 941	17 222	28 900	34 424	36 699	
Chili	2 977	12 081	19 226	23 049	34 269	38 360	
Sous-total	28 360	213 825	376 322	565 617	691 420	658 592	
Sous-total en %	87%	83%	79%	84%	87%	86%	
<i>Pays moyens</i>							
Equateur	364	5 997	12 107	14 495	15 305	13 910	
<i>Petits pays</i>							
Bolivie	588	2 702	4 275	5 195	5 548	4 682	
Haïti	43	350	911	904	1 182	1 250	
El Salvador	182	911	2 149	2 914	3 795	4 683	
Guatemala	159	1 180	3 080	3 772	4 205	4 526	
Nicaragua	203	2 193	10 745	5 961	6 909	6 391	
Paraguay	112	955	2 105	2 565	3 393	2 817	
Uruguay	363	1 660	4 415	5 899	7 501	9 706	

Tableau établi par Damien Millet sur la base de GDF 2003

La politique des gouvernements latino-américains dans les années 1990

« Le taux de pauvreté a diminué dans les années 1950 et plus rapidement encore dans les années 1960 et 1970. Les années 1980 ont été désastreuses. Dans les années 1990, seuls quelques pays ont enregistré une diminution de la pauvreté (Chili, Colombie) » (PNUD, 1997, p. 37).

En 1993-1994, presque tous les chroniqueurs financiers ainsi que maints économistes de renom accordaient foi aux propos autosatisfaits de la Banque mondiale et du FMI concernant la grande reprise économique en Amérique latine (comme ils l'ont fait jusqu'en juin 1997 à l'égard des « tigres » du Sud-Est asiatique alors que la crise avait débuté dès avril 1997). Ils montaient en épingle le fait que d'importantes masses de capitaux retournaient vers les pays d'Amérique latine. Cela mettait soi-disant un point final à la décennie perdue, celle des années 1980. Jacques de Groot, après avoir quitté ses fonctions d'administrateur au FMI déclarait au quotidien belge *Le Soir* (28 mars 1994), quelques mois avant la crise mexicaine de décembre 1994 : *« Il existe d'innombrables exemples de succès. Le cas typique est celui du Mexique. En octobre 1982, ce pays connaissait une grave crise de la dette et l'action conjointe du FMI et de la Bm a permis une adaptation rapide, un redressement de la balance de paiement avec une réduction limitée et de courte durée des revenus de la population. Aujourd'hui, on assiste à un retour des capitaux vers Mexico et la Banque mondiale y gère un programme destiné à diversifier la production. (...) En fait, l'ensemble des pays d'Amérique latine (...) se comportent très bien économiquement ».*

Mais, à la vérité, ces flux d'investissement étaient (et sont) volatils. Ils étaient attirés par deux choses principalement : une politique de taux d'intérêt très élevés pratiquée par les bons élèves du FMI (Brésil, Mexique, Argentine...) et une vague de privatisations sans précédent (entreprises vendues pour une bouchée de pain). Comme on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, les gouvernements soucieux d'attirer des capitaux ont eu soin d'accorder une amnistie fiscale à tous leurs ressortissants qui daignaient rapatrier les capitaux qu'ils avaient placés à l'étranger. Toute cette masse de capitaux à la recherche de profits juteux n'avait aucune intention de relancer l'économie de ces pays en investissant de l'argent frais dans les entreprises publiques acquises à bon compte. Pendant ce temps, le déficit de la balance commerciale mexicaine se dégradait. Ce qui a entamé la confiance des investisseurs privés et les a amenés à faire sortir progressivement leur argent en 1994. Les actions acquises en bourse ont été revendues. C'est de manière schématique, ce qui s'est passé au Mexique. Pour tenter d'éviter qu'une telle aventure ne leur arrive, les gouvernements brésilien et argentin ont pratiqué une politique agressive de hauts taux d'intérêts pour tenter d'empêcher le départ des capitaux vers d'autres lieux. Cela n'a pas suffi, le Brésil a été pris dans la tourmente fin 1998-début 1999 quand les capitaux se sont retirés massivement du pays. L'Argentine qui avait déjà été secouée par l'effet Tequila de la crise mexicaine en 1995 a plongé dans la crise depuis 1999. En 2002, s'est étendue au Brésil et à l'Uruguay.

Etatisme des dettes privées, privatisation des entreprises, dépression sur le marché intérieur et dépendance accrue à l'égard du capital étranger

Quand les gouvernements ont étatisé la dette privée (en Argentine, cette opération qui a eu lieu entre 1980 et 1982 a représenté un effort équivalent à 25% du PIB ; au Mexique, le sauvetage des banques dans la deuxième moitié des années 1990 a coûté 15% du PIB), ils l'ont fait au plus grand profit des capitalistes locaux qui ne se sont pas contentés de faire ainsi des économies substantielles mais qui, de plus, ont exporté une grande partie de leurs capitaux vers les marchés financiers du Nord.

Ce n'est pas tout : comme l'Etat s'est chargé des dettes des entreprises privées, celles-ci ont tiré profit de l'opération en utilisant le capital rendu disponible pour acheter les entreprises publiques progressivement privatisées à partir de la seconde moitié des années 1980.

Certains pays, le Mexique et l'Argentine par exemple, ont privatisé plus vite que d'autres : le Brésil et le Venezuela n'ont entamé des privatisations à grande échelle qu'en 1996-1997.

Comme mentionné plus haut, depuis le début des années 1990, la plupart des autorités du continent pratiquent une politique d'intérêts réels élevés de manière à pouvoir attirer des capitaux étrangers ou à convaincre les capitalistes locaux de rapatrier une partie des capitaux qu'ils avaient placés au Nord. Le coût social de cette politique est élevé : les petits et moyens producteurs locaux, sans parler des ménages, n'ont plus accès au crédit et une récession de la production pour le marché intérieur en découle.

La croissance est soutenue par les exportations, d'une part, et par les importations pour satisfaire les besoins des capitalistes et des classes moyennes élevées. Les hauts taux d'intérêts réels pratiqués à l'intérieur de la plupart des pays d'Amérique latine conduisent les pouvoirs publics nationaux et les administrations ou entités locales à emprunter au prix fort aux capitalistes locaux pour rembourser la dette extérieure et la dette publique interne détenue par ces mêmes capitalistes ou par les capitalistes du Nord.

Comme l'argent collecté par les pouvoirs publics sur le marché financier intérieur coûte très cher et ne suffit pas aux besoins de remboursement des dettes antérieures, les gouvernants et les entreprises privées procèdent à l'émission de titres sur les marchés internationaux. C'est moins coûteux puisque les taux d'intérêt pratiqués au Nord sont actuellement inférieurs à ceux pratiqués à l'intérieur de pays comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine. L'inconvénient, c'est que cela les rend plus dépendants à l'égard de l'extérieur. Les grands Etats latino-américains procèdent plusieurs fois par an à l'émission de titres de la dette. La récolte d'argent réalisée lors d'une émission sert essentiellement à rembourser les détenteurs des titres précédemment émis. Comble de la dépendance à l'égard des Etats-Unis, certains pays latino-américains, à commencer par le Mexique, doivent se porter acquéreurs de bons du trésor des Etats-Unis comme garantie de leurs propres emprunts sur les marchés internationaux.

Le problème fondamental, c'est que cette politique ne débouche pas sur un processus de développement cumulatif au cours duquel ces pays réduiraient la distance qui les sépare des puissances industrielles du Nord. Le déséquilibre commercial s'accroît malgré les proclamations optimistes des gouvernants. Cela renvoie à la structure des exportations des pays d'Amérique latine vers le marché mondial. Malgré le degré d'industrialisation atteint, ces pays restent loin derrière les pays du Nord. Pire, l'écart se creuse. Selon Oscar Ugarteche, il y aurait même dans les dernières années une « reprimarisation » des exportations de l'Amérique latine. « Reprimarisation » au sens où l'Amérique latine exporte proportionnellement plus de produits à faible valeur ajoutée qu'avant (Ugarteche, 1997). Simultanément, les industries qui produisent pour le marché national stagnent ou régressent et ce, qu'elles restent sous contrôle national ou qu'elles aient été vendues au capital étranger. L'arrivée du capital étranger implique rarement des investissements visant à augmenter à la fois la production et l'emploi. Il y a bien quelques exceptions : l'industrie automobile en Argentine, au Brésil et au Venezuela et certains investissements dans le secteur du pétrole, mais elles sont marginales. L'objectif des multinationales, celles des Etats-Unis en premier lieu, est donc bien de renforcer leur contrôle sur les économies locales sans pour autant les développer. Cette transformation régressive du modèle est bien décrite par Claudio Katz : « *Les nouveaux investissements se concentrent sur des secteurs internationalement concurrentiels et aboutissent à désarticuler l'ancien complexe manufacturier local qui s'était développé dans certains pays, depuis l'entre-deux-guerres et dans les vingt années suivant la seconde guerre mondiale. Les conséquences en sont multiples : ainsi par exemple, tout le développement d'une ingénierie centrée sur l'adaptation de technologies à la production pour le marché interne est battu en brèche. De même les activités de recherche et développement reculent. Le modèle industriel d'assemblage-montage, a remplacé le modèle antérieur visant à une industrialisation intégrale (du moins pour les pays les plus avancés de l'Amérique latine : Brésil, Argentine, Mexique,...)* » (Katz, 2001).

1994 – 2003 : Nouveau cycle de crises et de transferts nets négatifs pour l'Amérique latine

La crise qui a éclaté au Mexique fin 1994 a été suivie par une série d'autres qui n'ont épargné aucune des principales économies de l'Amérique latine. Finalement, la période au cours de laquelle le continent a connu plus d'apports de crédit que de remboursement de dette a été très courte. Depuis 1996, à chaque année a correspondu un transfert net négatif sur la dette. Le total des transferts négatifs entre 1996 et 2002 a dépassé 200 milliards de dollars. Le phénomène s'est amplifié à partir de 1999. A partir de cette année-là, les pays d'Amérique latine ont transféré de manière nette tous les deux ans l'équivalent d'un plan Marshall vers leurs créanciers.

Transfert net négatif sur la dette en Amérique latine et Caraïbes entre 1996 et 2002								
En millions US\$	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	
Amérique latine et Caraïbes	-3 209	-17 226	-9 080	-40 000	-55 871	-42 318	-38 288	Total 1996-2002 -205 991
								Total 1998-2001
Argentina	7 869	9 808	2 771	-3 900	-7 319	-15 961		-6 731
Bolivia	146	268	42	24	125	3		609
Brazil	8 786	-13 438	-8 720	-23 629	-21 292	-11 836		-70 129
Chile	-120	878	3 345	512	174	-579		4 210
Colombia	2 361	1 607	-1 129	-1 410	-2 396	586		-381
Costa Rica	-252	-126	204	55	34	-98		-183
Ecuador	-22	412	-846	-1 685	-282	-48		-2 471
Haïti	87	153	-24	95	4	80		394
Honduras	-121	174	-23	246	168	46		490
Jamaïca	-374	-117	-185	-338	179	485		-351
Mexico	-16 536	-16 218	-2 339	-5 318	-21 880	-11 213		-73 505
Nicaragua	0	246	-191	394	243	-11		681
Paraguay	-45	-112	178	450	-332	-359		-220
Peru	-1 246	116	-765	-2 761	-1 133	-1 421		-7 210
Uruguay	317	504	342	-614	-102	969		1 415
Venezuela, RB	-2 302	-57	-732	-2 287	-1 752	-4 816		-11 946

Tableau réalisé par Damien Millet. Source : Banque mondiale, GDF 2003.

Si on ne prend en compte que les pouvoirs publics latino-américains, entre 1996 et 2002, ceux-ci ont remboursé 111 milliards de plus que ce qu'ils ont reçu en nouveaux prêts (ils ont reçu 394.170 millions de dollars en prêts et ils en ont remboursé 505.856 millions de dollars).

Pour conclure cette partie, nous citerons un jugement de Oscar Ugarteche, économiste péruvien : *«Virtuellement, tous les pays d'Amérique latine ont appliqué des politiques d'ajustement structurel basées sur la théorie néoclassique de l'efficacité des marchés et de la distorsion de ceux-ci produite par l'intervention de l'Etat. La manière dont le changement a été opéré, le passage d'un développement dirigé par l'Etat au développement dirigé par le marché, est directement attribuable aux pressions des organismes internationaux. (...) La réalité indique de manière évidente que les politiques d'ouverture ont débouché sur des déficits croissants de la balance commerciale qui sont couverts en partie par des capitaux placés à court terme, par des investissements boursiers, par des crédits à court terme et, en partie, par des capitaux à long terme attirés par les privatisations. Il n'y a aucune preuve évidente que le taux d'investissement réel remonte comme résultat des nombreux investissements étrangers. (...) Les critiques du modèle néoclassique mis en pratique dans la région varient, mais la*

question de l'Etat est centrale. Tant qu'on ne réhabilite pas le rôle de l'Etat et qu'on laisse le marché déterminer la conduite de l'économie, les résultats économiques seront incertains. Une logique perverse est en marche. (...) La dérégulation est réalisée dans une économie mondiale qui n'est pas particulièrement libérale mais qui est uniformément capitaliste, avec des marchés toujours dominés par les multinationales (...). Le processus d'internationalisation du capital a été introduit en Amérique latine dans la décennie 1990 au travers des privatisations et des prêts au secteur privé. Le secteur public quant à lui paye la dette pour permettre au secteur privé de s'endetter. (...) Un pays ne peut pas se développer sans une consolidation du marché intérieur qui doit aller de pair avec plus d'équité dans la répartition des revenus. Cela, le modèle néoclassique ne le prend nullement en considération » (Ugarteche, 1997, p. 145-147).

Pistes pour des alternatives :

L'arrêt du remboursement de la dette constitue une mesure incontournable pour tout gouvernement qui veut entreprendre un programme de réformes structurelles progressiste. Pour le faire un rapport, il faut se doter d'un rapport de force favorable : appui de la majorité de la population, constitution d'un dossier juridique solide pour fonder en droit la décision de non paiement (nullité de la dette, dette odieuse, force majeure,...), être garanti de la solidarité de la part d'autres pays endettés (réalisation d'un front des pays endettés). Une décision de suspension qui ne serait pas liée à la mise en œuvre simultanée de mesures complémentaires serait vouée à l'échec.

Voici quelques propositions pour un débat nécessaire. Premièrement, la réalisation d'un audit sur la dette afin de déterminer si tout ou partie est frappée de nullité. Deuxièmement,, la mise en œuvre de procédures légales au niveau national et international afin de récupérer les avoirs illégitimement accumulés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. L'objectif est de récupérer un maximum de fonds dérobés à la Nation.

Troisièmement, l'instauration de strictes mesures de contrôle sur les mouvements de capitaux et sur les opérations de change afin de se protéger contre la poursuite de la fuite des capitaux et contre des attaques spéculatives.

Quatrièmement, la réalisation d'une réforme fiscale redistributive : impôt exceptionnel sur le patrimoine du décile de la population le plus riche ; cadastre des fortunes ; impôt sur les revenus du capital ; diminution de la TVA sur les produits et les services de base, diminution des impôts indirects,...

Cinquièmement, défense et renforcement du système de sécurité sociale (défense ou restauration du système de pension par répartition). Assurer le droit à un revenu minimum garanti, augmenter les salaires et les retraites, réduire l'éventail des salaires,... Sixièmement, le retour dans le domaine public d'entreprises indûment privatisées à commencer par les secteurs stratégiques (l'énergie, le pétrole, les communications...). Sur le plan international : en plus de favoriser la constitution d'un front des pays endettés, développer les complémentarités et les échanges Sud-Sud ; s'opposer de manière résolue à l'ALCA; s'opposer à l'offensive militaire des Etats-Unis (bases militaires US, bouclier anti-missiles de Bush qui va chercher à créer une base stratégique dans le cône sud ; Plan Colombie) ; appuyer les initiatives en faveur d'une taxe de type Tobin sur les transactions financières internationales.

Les différentes propositions qui précèdent constituent des pistes pour une alternative à la spirale infernale de la dette. Il ne s'agit pas d'un programme à prendre ou à laisser. Ces propositions sont soumises au débat.

(*) Contribution écrite au séminaire international CADTM –CNCD « **Amerique Latine et Caraïbe: Sortir de l'impasse de la dette et de l'ajustement** » organisé par le CADTM (Comité para la Anulación de la Deuda del Tercer Mundo) et par le CNCD (Centro Nacional de la Cooperación al Desarrollo) à Bruxelles, du 23 au 25 mai 2003.

(**) **Eric Toussaint est président du CADTM**, auteur de « La Finance contre les Peuples. La Bourse ou la Vie », CADTM – Syllepse, Bruxelles – Paris, 2003 ; coauteur avec Damien Millet de « 50 Questions/ 50 Réponses sur la dette, le Fmi et la Banque mondiale » CADTM – Syllepse, Bruxelles – Paris, 2002 ; coauteur avec Arnaud Zacharie de « Sortir de l'Impasse. Dette et ajustement », CADTM – Syllepse, Bruxelles – Paris, 2002.

Bibliographie :

Mandel Ernest, 1972. *Le troisième âge du Capitalisme*, Editions de la Passion, 18, rue Claude-Tillier, 75012, Paris, 1997, 500p.

Mandel Ernest , 1978. *Long waves of capitalist development, The Marxist interpretation, Based on the Marshall Lectures given at the University of Cambridge*, Cambridge University Press y Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1978, 141p.

Marichal, Carlos, 1989. *A century of debt crises en Latin America*, Princeton, 1989, Princeton University Press, 283p.

Vilas, Carlos, 1993. *Crisis de la Deuda de América latina*, inédit, 62p.

Ugarteche, Óscar. 1997. *El falso dilema*, Nueva Sociedad, Caracas, 1997, 264p.

Fishlow, Albert. 1986. "Lessons from the past: Capital markets during the 19th Century and the Enterwar Period", *International organization* 39, Kalher, 1986, pp.37-93.

Félix, David. 1987. "Alternative Outcomes of the Latin American Debt Crisis: Lessons from the Past", *Latin American Research Review* XXII.

Olmos, Alejandro. 1990. *Todo lo que usted quiso saber sobre la deuda externa y siempre le ocultaron*, 1995, Buenos Aires, 263 p.

World Bank, *Global Development Finance*, Washington, 2003